

[Text]

• 1040

It is also a function of changing staff. If you have a turnover in your staff and you have new people coming on, they are just not as efficient as the staff you lose. Traditionally over the years we have operated the functions of the department with a minimum staff and an efficient operation, and I think we continue to do so. The increases that you refer to are certainly noticeable in relation to the volume of our staff, but I believe they are necessary to permit us to carry out the supervisory function and to cope with the general volume of corporate work that seems to be arising in the financial field.

Mr. Blenkarn: You are supervising, in my calculations, about 507 companies and there are several companies in the process of asking for incorporation. However, it is still only 507 companies, and I suggest to you, sir, that some of these companies are pretty large, very well managed and, I am sure, do not require, near the supervision that they might. A number of the companies are groups of companies so that really, while they have to be separately audited, they are part of an amalgam of companies.

What disturbs me is the number of people involved to police 507 companies. I appreciate the Small Loans Act—there are a number of small branches—but really your job is to audit the companies and their activities. I appreciate the fact that the life insurance companies and all the rest of it have agencies across the country, but nonetheless there are about 507 companies. You know, 186 employees for 507 companies strikes me as a pretty high degree of staff ratio to the job to be done. How do you comment on that?

Mr. Humphrys: I would say, Mr. Blenkarn, that we run an efficient operation; our staff works hard; we respond to the needs, inquiries and changes that are occurring in the companies we supervise; we are conscious of the necessity of running an efficient operation; we watch our assessment rate and because of this we are more concerned and more conscious of our expenses than perhaps some other operations would be that do not have to justify their assessment rate. The work in which we are involved is supervision of the companies in the sense of reviewing their activities and financial statement, but it is also the question of the corporate changes that take place within this group of 500 companies. There are new applications for companies coming in; there are problems of amalgamation, of changes, of revision of charters. There is a question of amendments to the legislation, which are under almost constant study with requests from the various classes of companies for modification or changes in the law. All of this requires staff attention.

• 1045

Mr. Blenkarn: I see you have five applications for MICs coming before you. What cost is there in examining the applications? How long does it take to examine an application for a company of this nature? What tests do you actually do to determine whether or not the company should be allowed to incorporate? Presumably the standards and requirements of the incorporation are pretty well statutorily set out and are further set out in the regulations.

[Interpretation]

Cela dépend également des fluctuations du personnel, lorsque l'on recrute des nouveaux employés, ils ne sont pas aussi efficaces que ceux qui sont partis. Traditionnellement, au cours des années les tâches du ministère ont été effectuées en utilisant un nombre restreint d'employés tout en ayant un service efficace, et je pense que nous continuons à le faire. Les augmentations que vous mentionnez sont certainement perceptibles en ce qui concerne l'importance de notre personnel, mais je pense qu'elles sont nécessaires pour nous permettre d'exercer les fonctions de surveillance et pour effectuer efficacement le volume de travail qui a trait aux sociétés dans le domaine financier.

M. Blenkarn: D'après mes calculs, vous exercez une surveillance sur environ 507 entreprises et il y a plusieurs d'entre elles qui sont en train de demander à être constituées en sociétés. Toutefois, il s'agit encore seulement de 507 entreprises, et je vous ferai remarquer, monsieur, que certaines d'entre elles sont assez importantes, très bien gérées et je suis certain qu'elles ne nécessitent pas un contrôle étendu. Un certain nombre de ces entreprises sont des groupes d'entreprises, il s'ensuit qu'en fait bien que leurs comptes doivent être contrôlés séparément, elles font partie d'un consortium.

Ce qui m'inquiète c'est le nombre d'employés chargés de surveiller les activités de 507 entreprises. Je me rends compte de l'existence de la Loi sur les petits prêts, il y a un certain nombre de petites filiales, mais en fait votre tâche consiste à vérifier les comptes des entreprises et leurs activités. Je me rends compte du fait que les compagnies d'assurance-vie et les autres ont des agences dans tout le Canada, mais néanmoins il y a environ 507 compagnies. Vous savez, 186 employés pour 507 compagnies, cela me semble un pourcentage assez élevé pour le travail à accomplir. Comment expliquez-vous cela?

M. Humphrys: Monsieur Blenkarn, je suis d'avis que nous avons un service efficace, nos employés travaillent avec acharnement, nous répondons aux besoins, aux demandes de renseignements et aux changements qui se produisent dans les compagnies que nous surveillons, nous sommes conscients de la nécessité d'administrer un service efficace. Nous surveillons notre taux de cotisation et à cause de cela nous nous préoccupons plus sérieusement de nos dépenses et en avons plus conscience que peut-être d'autres services qui ne sont pas tenus de justifier leur taux d'évaluation. Le travail que nous effectuons consiste à surveiller les entreprises en examinant leurs activités et leurs états financiers, mais il y a également la question des changements sur le plan de l'organisation des sociétés qui se produisent dans ce groupe de 500 compagnies. Les compagnies qui s'installent adressent des demandes, il y a des problèmes de fusion, de changements, de révision des chartes. Certains amendements sont presque constamment à l'étude à la demande de diverses sociétés. Tout cela exige l'attention du personnel.

M. Blenkarn: Je vois que vous avez cinq demandes; MIC sera bientôt interrogé par le Comité. Combien coûte l'étude des demandes? Combien de temps met-on à étudier une demande dans le cas d'une société de ce genre? En fait, quel genre de vérifications faites-vous pour déterminer si oui ou non la compagnie devrait pouvoir se constituer en société? Je suppose que les normes sont énoncées dans la loi et dans les règlements. Si une personne satisfait